



Communiqué du 14/05/2018

Grève le 22 mai dans toute la Fonction publique

La FNEC FP-FO appelle les personnels de l'Éducation nationale, du ministère de la Culture, de Jeunesse et Sports à la grève le 22 mai prochain aux côtés des fonctionnaires.

Fin 2017, le gouvernement a lancé le chantier « CAP 2022 ». Le « cap » fixé ? Des transferts de mission au privé ou des abandons de mission ; un plan de départ volontaire de 120 000 agents... c'est-à-dire très exactement ce qu'il cherche à faire en ce moment même avec la SNCF.

Le ministre de l'Éducation nationale vient de publier un rapport annonçant d'ici 2021 l'alignement de la carte des rectorats sur les 13 grandes régions. Le recteur de région sera compétent en matière de budget et de gestion des personnels.

L'outil de ce programme destructeur ? La liquidation du statut.

Le gouvernement enjoint aux organisations syndicales de discuter de la «refonte du contrat social avec les agents publics». Ce gouvernement s'y connaît ! A coups d'ordonnances, il a dynamité le Code du travail et la hiérarchie des normes. Il veut aujourd'hui en faire autant avec le statut.

Voici les grandes lignes de ce soi-disant «contrat social» :

- ✓ Recours accru aux contractuels, c'est à dire la fin du statut général de la fonction publique qui veut que tout emploi permanent soit occupé par un titulaire. Il s'agit d'appliquer à la Fonction publique ce que le gouvernement veut imposer aux cheminots en mettant fin d'ici 2020 à leur recrutement sous statut.
- ✓ Rémunération au mérite, se substituant à la carrière garantie par le statut de fonctionnaire.
- ✓ Mise en place de plans de mobilités forcées.
- ✓ Exactement comme cela a été fait avec les ordonnances Macron, fusion en une seule instance des comités techniques et des CHSCT, pour mieux remettre en cause la place des organisations syndicales et réduire les moyens syndicaux. Les CAP, qui veillent au respect des règles statutaires, en matière d'avancement, de mutation etc. verraient leurs prérogatives remises en cause.

En avril 2018, lors d'une audience accordée à la FNEC FP FO, une conseillère du ministre Blanquer a déclaré : «*On ne peut pas être enseignant pendant 40 ans !*». On ne saurait mieux résumer la volonté de s'inscrire dans les orientations du «nouveau contrat social» voulu par le gouvernement.

La feuille de route du ministre est d'aller jusqu'au bout de la politique destructrice qu'il a engagée en appliquant PPCR contre le statut, en organisant le démantèlement de la formation professionnelle et de l'enseignement professionnel, en entreprenant de détruire le Baccalauréat et l'ensemble des diplômes nationaux.

L'ensemble de ces mesures signifie la fin du service public, la fin du statut.
Les revendications des cheminots en grève, celles des fonctionnaires sont les mêmes.

La FNEC FP-FO considère avec sa confédération que *«la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève»* (congrès confédéral de la CGT FO).

Elle appelle les personnels à préparer la grève le 22 mai à l'appel des fédérations de la Fonction publique, à se réunir dans les services, les écoles, les établissements pour affirmer les revendications, décider la grève le 22 mai pour :

- **Pour la préservation du statut général de la Fonction Publique garantissant un service public de qualité au service des citoyens ;**
- **Pour l'augmentation du pouvoir d'achat et exigence d'augmentation de 16% du point d'indice ;**
- **Pour l'arrêt des 120 000 suppressions de postes prévus et recrutement sous statut des contrats précaires ;**
- **Pour l'abrogation du jour de carence ;**
- **Contre le transfert de multiples missions au privé.**